

CIBLE

Égoutiers

Nous ne prenons plus garde à une habitude pernicieuse : celle qui consiste à durcir les sanctions pénales au vu d'un fait divers - meurtre, enlèvement, évasion d'un criminel, bagarre de cour de récréation. Le gouvernement, qui annonce immédiatement la « réforme » (des hôpitaux psychiatriques, du régime pénitentiaire, de l'échelle des peines), soumet des projets de loi à l'émotion populaire : premier dévoiement.

Cette émotion populaire est saisie par le biais des informations télévisées, qui obéissent à des modes, et de sondages toujours douteux : deuxième dévoiement.

Tous les faits divers ne sont pas traités de la même manière : les accidents du travail ne provoquent ni l'émoi des ministres, ni le déplacement des équipes de télévision. Le 2 décembre, deux égoutiers qui travaillaient sur une canalisation à Biarritz sont morts, emportés par une montée soudaine des eaux. Le drame a été brièvement évoqué dans la presse, ce qui est rare, mais le gouvernement n'a pas saisi l'occasion pour lancer une enquête sur les accidents du travail. Il y a des morts utiles, et d'autres qui ne le sont pas.

MONARCHIE

Rois et princes en action

Louis XIII

**Un roi
décrié**

p. 6-7

Idées

**Emmanuel
Todd**

p. 9

Des princes très écologiques

Le 14 novembre dernier, le prince Charles d'Angleterre, fils de la reine Élisabeth II, a fêté ses 60 ans. Prince sans couronne, il n'est pas prince sans engagement.

Indépendamment des 600 manifestations officielles auxquelles il a participé l'an passé, le Prince a fondé une vingtaine d'associations et de fondations chapeautées par la *Prince's Charities*, au premier rang desquelles plusieurs en faveur de la protection de l'environnement. Le Prince nourrit en effet une véritable passion pour cette cause, se mettant en cela dans les traces de son père, le prince Philip d'Édimbourg qui, avec le prince Bernhardt des Pays-Bas, fut l'un des premiers présidents du *WWF (World Wildlife Fund, Fonds mondial pour la nature)*. Son dernier projet en date sur ce thème, le *Prince's Rainforests Project (PRP, Projet pour les forêts tropicales)* regroupe quinze des plus importantes sociétés du secteur dans le monde, dans le but de « trouver un moyen de rendre les forêts plus rentables vivantes que mortes ». Sensible également à l'environnement urbain, le Prince a mis en place en 1999 la *Fondation pour l'environnement bâti* qui cher-

che à réhumaniser les villes à la fois par une architecture traditionnelle adaptée au climat, aux matériaux et aux modes de vie locaux et par un engagement écologique privilégiant les énergies renouvelables.

Mais le prince Charles n'est pas le seul prince engagé dans ce combat. Ainsi, le prince Laurent de Belgique, troisième enfant du roi Albert II, préside-t-il depuis 1994 l'*Institut royal pour la gestion durable des ressources naturelles et la promotion des technologies propres (IRGT)* qui réunit autour de ce thème collectivités territoriales, partenaires économiques et sociaux et associations de protection de l'environnement. À côté de cette responsabilité officielle, le prince Laurent a créé en 1995 la *Fondation pour le bien-être des animaux sauvages et domestiques* qui gère des dispensaires dans lesquels les personnes défavorisées peuvent faire soigner leur animal gratuitement et qui mène des actions de sensibilisation pour la défense des animaux.

Il n'est pas possible d'évoquer les engagements princiers en faveur de l'environnement sans citer le prince Albert II de Monaco. Premier chef d'État à atteindre le Pôle Nord en avril 2006 à la tête d'une expédition scientifique (1), le Prince a créé au mois de juin suivant la *Fondation Prince Albert II de Monaco* dont l'objet, selon les propres termes de son fondateur, est d'être « une source permanente d'actions dynamiques et novatrices en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable, en mobilisant des ressources au niveau international ». Là aussi, le prince Albert s'inscrit dans une continuité familiale, son trisaïeul le prince Albert I^{er} ayant créé, à la suite de ses propres voyages, la Fondation qui porte son nom, à l'origine du Musée océanographique de Monaco et de l'Institut océanographique de Paris. Fort de ses observations en Arctique, le prince Albert II a choisi de concentrer l'action de sa fondation dans trois domaines : le changement climatique, la biodiversité et l'eau.

Dans cet esprit, à noter que la Principauté de Monaco et la Présidence française de l'Union européenne se sont associés pour organiser à Monaco les 9 et 10 novembre dernier une Conférence internationale qui a conclu à la mise en œuvre d'un observatoire arctique du changement climatique.

Dans ce domaine, le prince Albert a pourtant été devancé, de peu il est vrai, par le prince Jean d'Orléans, prince héritier de la Maison de France, président fondateur de l'association *Gens de France* qui, en septembre 2005, pour le centenaire des expéditions de son aïeul le prince Philippe d'Orléans, a participé sur un brise-glace russe à un voyage scientifique en Arctique au cours duquel il a pu constater les effets du réchauffement climatique, découvrant même une île inconnue, jusqu'ici recouverte par les glaces.

Qu'est ce qui peut expliquer cet engouement princier pour la défense de notre planète ? La réponse est peut-être dans les propos tenus par Jean Malaurie, l'infatigable défenseur du peuple Inuit, dont le dernier ouvrage sur ce thème a été préfacé par le prince Henrik de Danemark, lors de la présentation en mai 2006 du voyage du prince Jean d'Orléans au Muséum national d'histoire naturelle à Paris: le temps de l'environnement est long et les princes, héritiers d'une tradition séculaire et exempts d'échéances électorales, peuvent s'y consacrer à la mesure de leur état.

Fabrice de CHANCEUIL

(1) Voir *Royaliste* n° 882 : « Les leçons du prince Albert II de Monaco ».

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Des princes très écologiques - p.3 : Surveiller et punir... - p.4 : La démocratie sociale en deuil - p.5 : Le rouge et le jaune - p.6/7 : Louis XIII, ce roi décrié - p.8 : La Revue - Contre-insurrection - p.9 : Après la démocratie - p.10 : Spirou - Jeanne d'Arc - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Une force en mouvement.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Surveiller et punir...

Le funèbre décompte des morts sans-abri est le *marronnier* des premiers froids : cette année, quatre *colons* du Bois de Vincennes, un *squatteur* de camionnette à Gennevilliers et un Parisien du 4^e ont lancé le nécrologe du petit peuple de la rue : en 2008, 265 sans-abri sont décédés en France, selon Emmaüs, sur un total estimé de 100 000 SDF.

Ne restons pas captifs du *réflexe social* qui dicte au Président de la République que ces morts sont *intolérables*, inspire au ministre du Logement l'idée de contraindre les SDF « en dessous de 6 degrés » à rejoindre un centre d'hébergement, et au Premier ministre de pourvoir aux moyens : 250 millions d'euros pour l'aide au logement des sans-abri rallongés de 50 millions affectés à l'hébergement d'urgence, ce qui porte de 21 800 à 23 000 en Île-de-France, et en France à 63 000 les places d'accueil pour SDF. L'effort, déjà insuffisant en nombre, est par nature inefficace.

Car, seconde évidence, il faudrait commencer par ne pas aggraver le mal qu'on prétend combattre. Précarité économique croissante : 60 % de nos compatriotes craignent de basculer un jour dans la désinsertion par le chômage, la détérioration du pouvoir d'achat et la perte de leur logement. Le nombre de ménages en difficulté devant leur loyer ou leurs charges a augmenté de 30 % entre 2002 et 2006 selon l'Insee, et les effets de la crise font que des milliers d'insolvables ou surendettés seront expulsés au printemps.

Le sauvetage d'urgence n'est donc qu'un emplâtre, scandaleux, sur la plaie

creusée entre nous par la déréglementation calculée par la rapine. Malgré l'avertissement des marchés délirants et les coups de menton volontaristes, aucun politique n'ose déboulonner l'ultra-libéralisme encore majoritaire chez les gouvernants. Cette oligarchie fait soigner les blessés, et continue la guerre. Or c'est de cette guerre que résulte la fragilité de ceux qu'on retrouvera dans les havres humanitaires : travailleurs pauvres, sacrifiant les dernières heures de repos familial contre une prime de corvée utile au patronat, cadres répudiés, que leur échec écrase d'une culpabilité devenue l'un des *modes de gouvernance* des entreprises ; tous subissent la paupérisation comme *variante d'ajustement* d'un système d'où aucune issue politique ne se dessine.

Reste - et le sujet est idéologique - la condition réservée à ces marginaux. Les SDF contraints à gagner les abris, trouvent pour les défendre des responsables d'Emmaüs ou de la Croix-Rouge qui ont approché leurs tentes, cabanons ou réduits, et appris à ne pas considérer en eux d'abord des *assistés* ou des *déviants*, mais leur dignité d'homme. Qui a tout perdu garde sa **liberté** ! C'est l'insulter que de le parquer dans de vastes *structures*, cerné d'interdits, exposé aux vols et aux rackets, où l'insécurité se double d'une dépen-

dance et d'une claustration humiliantes. « On les met encore plus en danger en voulant les sauver », affirme le directeur de l'action sociale de la Croix-Rouge, « ...ils risquent de se cacher dans des endroits où il sera encore plus difficile de leur porter secours. »

La question est là : quel espace laisse-t-on à ceux qu'une telle différence met à part ? Il serait temps de comprendre que leurs abris d'infortune et le mode si modeste de colonisation des vides urbains qu'ils créent et recréent obstinément correspondent à des relations sociales, culturelles et (osons les mots !) politiques et spirituelles. Il y a dans ces squats, ces villages de carton et ces bivouacs sauvages de quoi remédier temporairement à l'ostracisme de la pauvreté qui les frappe, et plus de civilisation que les soins policiers dont on les menace.

Alors, faut-il laisser se reconstituer des bidonvilles ? La démarche du Secours catholique, offrant à quelques-uns d'entre eux des cabanes en bois, correspond davantage à leurs besoins que la construction de coûteux hébergements concentrationnaires. Une approche empirique, respectueuse de la liberté subjective des personnes et de la souplesse de l'espace social serait la meilleure réponse et une leçon utile à tous.

Mais qui en décidera ? L'amende de 12 000 euros infligée au DAL pour l'implantation de tentes SDF rue de la Banque (ce symbole !) au prorata des *encombrants*, fait craindre le pire. Et le pire se confirme à partir d'un village du Plateau de Millevaches où une prétendue « Cellule invisible » ultragauchiste semait ses carottes. Ces jeunes gens arrêtés le 11 novembre sur la foi d'un dossier ténu, et dont deux d'entre eux sont encore maintenus en prison, se voient intenter un procès d'opinion à cause de l'ouvrage où l'un d'eux soutenait des thèses post-situationnistes - ce qui permet de compléter l'inculpation de « *dégradation en réunion sur des lignes ferroviaires* » par « *dans une perspective d'action terroriste* » ? (1)... Il est vrai que ces néo-ruraux anti-consuméristes partagent avec les sans-logis récalcitrants une disposition d'esprit équivalente au terrorisme : ils prétendent occuper, en marge du commun, de minces territoires de liberté où survivre, à leurs risques.

On est à leur égard, comme à celui des *jeunes des cités*, dans le rapport énoncé par Foucault dans son *Surveiller et punir*. (2)

Luc de GOUSTINE

(1) Un groupe d'intellectuels, parmi lesquels Alain Badiou, Frédéric Lordon et Jacques Rancière, dénonce l'absence de charges sérieuses contre les inculpés de Tarnac, accusés de sabotage des voies SNCF, et considèrent cette affaire comme un test. « *Jusqu'à quel point allons-nous accepter que l'antiterrorisme permette n'importe quand d'inculper n'importe qui ? Où se situe la limite de la liberté d'expression ? Les lois d'exception adoptées sous prétexte de terrorisme et de sécurité sont-elles compatibles à long terme avec la démocratie* » s'interrogent-ils.

☞ <http://socio13.wordpress.com/2008/11/29/petition-soutien-aux-inculpes-du-11-novembre/>

☞ Voir aussi : www.soutien11novembre.org/

📖 (2) Michel Foucault - « *Surveiller et punir - naissance de la prison* », Paris, Gallimard, 1975, réédition en coll. Tel, 1993, prix franco : 16 €. 

La démocratie sociale en deuil

Trois salariés sur quatre n'ont pas voté lors du scrutin prud'homal du 3 décembre dernier. Dommage, car il s'agit probablement de la dernière fois qu'ils avaient l'occasion de s'exprimer dans le cadre d'un scrutin national pour l'organisation syndicale de leur choix.

Indifférence, refus de vote, désintérêt total, discrédit des organisations syndicales... toutes les explications sont avancées par les commentateurs pour expliquer le faible taux de participation des salariés aux élections prud'homales du 3 décembre dernier (74,5 % d'abstentions), malgré le vote par correspondance qui aurait dû doper le taux de participation. Notons, également, que le taux d'abstention à Paris s'élève à 83 %, malgré le vote électronique... Cette forte abstention rend l'interprétation des résultats et l'analyse du vote difficiles. Quoiqu'il en soit, on peut essayer d'en tirer plusieurs enseignements. Rappelons, avant de poursuivre, que les conseillers prud'homaux sont élus par les salariés et les patrons pour juger les conflits liés au contrat de travail.

Premier enseignement : la hiérarchie syndicale est respectée. La CGT (avec 33,8 % des suffrages exprimés) reste la première organisation, loin devant la CFDT (22,1 %), la CGT-FO (15,9 %), la CFTC (8,9 %), la CFE-CGC (8,2 %), l'Unsa (6,2 %) et Solidaires (3,8 %).

Deuxième enseignement : alors que la réforme de la représentativité a été instaurée pour réduire le nombre de syndicats, les électeurs ont clairement montré leur atta-

chement au pluralisme syndical, une des richesses de notre pays et non une entrave à l'efficacité du syndicalisme comme on le présente trop souvent. Cette expression de la démocratie sociale constitue un désaveu pour la CGT et la CFDT, aidées par le gouvernement et le Medef, qui comptaient sur cette réforme pour récupérer les adhérents des autres syndicats et les financeurs qui vont avec...

Troisième enseignement : les organisations les plus contestataires (CGT et Solidaires) sont les grands gagnants de cette élection : la première progresse de 1,6 points par rapport au précédent scrutin de 2002. Cela n'est pas vraiment une surprise : le contexte de crise et l'intransigeance du gouvernement et du Medef qui, dans le domaine social, ont fait le choix du rapport de force ne sont pas étrangers à cette radicalisation.

Quatrième enseignement : les salariés qui ont voté ont clairement exprimé leur rejet du syndicalisme d'accompagnement de la CFDT - ce qui n'est pas pour nous déplaire ici - qui perd 3 points, et l'absence de ligne claire de la CGT-FO (- 2,3 points) qui continue à faire le grand écart entre une aile réformiste et une aile révolutionnaire menée par les trotskistes.

Cinquième enseignement : en perdant 0,7 point, la CFTC limite la casse grâce à un so-

lide socle de sympathisants qui se reconnaît dans ses valeurs. Elle paie, néanmoins, au prix fort les conséquences de l'absence de débat lors de son congrès d'octobre dernier qui a laissé un goût amer à certains militants qui n'ont pas jugé utile de voter, voire qui ont voté pour un autre syndicat.

Sixième enseignement : les électeurs ont plébiscité la nouveauté en votant pour la CFE-CGC et l'Unsa qui ont, par ailleurs, prévu de fusionner. La déconvenue risque, cependant, d'être grande dans la mesure où la fusion annoncée entre les deux organisations syndicales ne suscite pas l'adhésion de la base. En témoigne l'attitude des délégués de la CFE-CGC au Conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie du 4 décembre qui, devant partir avant le vote d'une résolution, ont laissé leur mandat, non pas aux représentants de l'Unsa, mais à ceux de la CFTC et de l'Unapl. Sans compter que la fusion dans certains secteurs ne se fera pas sans dégâts ou ne pourra pas se faire du tout, notamment dans la police où les deux syndicats sont majoritaires et concurrents.

Septième et dernier enseignement : cette élection est probablement la dernière organisée à l'échelon national. Dès le 4 décembre au matin, Xavier Bertrand, reprenant, une

proposition de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, préconisait, pour les prochaines prud'homales, la généralisation de l'installation des bureaux de vote dans les entreprises. François Chérèque, numéro 1 de la CFDT, lui emboîtait le pas en fin de matinée en déclarant : « *Le scrutin prud'homal ne constitue pas le bon outil pour apprécier sans contestation le poids réel des organisations syndicales dans les entreprises. Cela conforte notre soutien aux nouvelles règles de la représentativité qui renforceront la légitimité des organisations syndicales, en particulier celle de la CFDT, au plus près des salariés dans les entreprises* ».

L'éditorialiste du *Figaro* - la voix du gouvernement - allait encore plus loin le 5 décembre en écrivant : « *ce revers infligé aux syndicats apporte de l'eau au moulin de ceux qui préféreraient que les juges prud'homaux soient, à l'avenir, désignés et non élus* ». Difficile de ne pas voir, derrière toutes ces déclarations qui légitiment la réforme de la représentativité syndicale en la fondant par l'audience obtenue par les syndicats dans les entreprises, une action concertée. L'un des principaux griefs que l'on peut faire à cette proposition réside dans le fait que les salariés des petites et moyennes entreprises, a fortiori dans l'artisanat, seront une nouvelle fois exclus du scrutin. Gageons, enfin, que seuls les syndicats présents dans l'entreprise pourront se présenter. Belle conception de la démocratie.

Nicolas PALUMBO

Erratum

Dans l'article sur l'enseignement de David Novarro (*Royaliste* n°936) il fallait lire 1 500 € pour la prime d'établissement des nouveaux enseignants (et non 15 000 €). Merci à nos lecteurs qui nous ont signalé cette coquille.

Le rouge et le jaune

Le plus ancien monarque régnant au monde fait face au populisme.

Le roi Bhumibol Adulyadej a fêté le 5 décembre ses 81 ans. Il règne sur la Thaïlande depuis 1946, soit soixante-deux ans. Depuis 2001, il fait face à un homme d'affaires populiste, un Berlusconi sino-thaï, Thaksin Shinawatra, qui a pris le système électoral en otage. Premier ministre réélu en 2005 et 2006, il a été écarté par un coup d'État militaire en septembre 2006, condamné à trois ans de prison pour trafic d'influence et s'est exilé. Mais les nouvelles élections de décembre 2007 ont vu le retour de ses partisans au pouvoir avec son beau-frère comme Premier ministre, Somchai Wongsawat. C'est celui-ci qui vient d'être condamné pour fraude électorale et interdit de politique pour cinq ans et son parti dissous. Cependant, les parlementaires de ce parti, regroupés sous un nouveau nom, sont encore majoritaires. La lutte paraît donc pouvoir se poursuivre sans fin.

Nous avons donc une situation où il semble que les forces traditionnelles, appuyées sur le Roi, l'armée et les juges, s'opposent à une majorité populaire, rurale, qui idolâtre un sauveur de la crise financière des années 90, prodigue de sa richesse acquise dans les affaires. La Thaïlande, disent les adversaires de Thaksin, n'est pas un commerce, c'est un royaume.

La réalité est plus complexe. D'abord le Roi a toujours réussi à se maintenir au-dessus de la mêlée : que ce soient les dictateurs militaires anticom-

munistes de la guerre froide ou ce riche homme d'affaires et les spéculateurs de la nouvelle classe, ils doivent tous sans exception s'humilier devant le Roi, se prosterner à ses pieds. Aucun ne peut prétendre s'opposer à lui, faire mine de prendre sa place. Cet immense respect n'est pas seulement dû à la longue carrière de l'homme et à la réputation de sa famille – la dynastie Chakri qui règne depuis 1782. Il inclut une forte dimension religieuse dans un mélange très spécifique d'hindouisme et de bouddhisme. Le monarque thaï est une sorte de Bouddha, irréprochable, jusqu'au sommet de l'oubli de soi. Il est donc l'*Être du Non Être*, le point vide autour duquel tout le monde s'ordonne. On l'a dit aussi de l'Empereur du Japon, sauf qu'autour du monarque thaï se regroupent des monarchistes très militants. Nous sommes ici à la limite de nos contradictions occidentales. Comment un Roi peut-il être révérend de **tout** son peuple et pourtant qu'une partie de ce peuple se rallie autour d'un parti qui se réclame de lui contre un autre ?

C'est pourtant la réalité de la Thaïlande depuis 2001 qui voit presque s'affronter les chemises rouges et les *T-shirts* jaunes, les partisans d'un politicien, les pro-Thaksin, et ceux qui osent se dire royalistes et qui sont anti-Thaksin. Les premiers ne sont pas antimonarchistes, les seconds ne sont pas des ultra ou des fascistes. Ils se targuent d'être de meilleurs démocrates que

les élus majoritaires qu'ils accusent de fraude et d'achat des votes.

La faiblesse de ce système est que les anti-Thaksin n'ont pas de vrai chef sinon le Roi, dans lequel ils voient le dernier garant de la démocratie contre la ploutocratie. Les autres ont Thaksin pour chef mais nul ne pourrait même imaginer renoncer à la monarchie. À la faveur de la succession qui viendra un jour, de plus en plus proche, ils espèrent que le roi ne sera plus une figure aussi emblématique et que la monarchie thaï évoluera comme les autres monarchies asiatiques et occidentales vers un rôle plus symbolique.

Le risque alors sera que les mêmes se reportent vers l'armée comme ultime garant du régime, bloquant toute évolution démocratique. Au lieu que le Roi conduit le jeu comme à présent, avec une subtilité inégalée, il serait alors l'otage d'une politique qui serait maîtrisée par d'autres. Des extrémistes religieux bouddhistes se profilent également dans l'ombre, comme au Sri Lanka. Il ne faudrait pas que l'entourage du roi Bhumibol, les hommes du Palais, soient tentés de jouer ce jeu pour maintenir leur pouvoir. Il faut au contraire asseoir la démocratie sur des bases saines au lieu qu'elle soit bafouée de toutes parts. Corruption contre répression, l'alternance depuis 2001 n'est pas satisfaisante.

Yves LA MARCK

BRÈVES

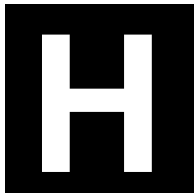
♦ **THAÏLANDE** – Le discours que traditionnellement le roi Bhumibol adresse à la nation la veille de son anniversaire était particulièrement attendu cette année en raison de la grave crise politique que traverse le pays (voir notre analyse en page 5). Las ! Les 20 000 personnes qui attendaient l'allocution royale devant le palais ont dû se contenter d'une déclaration du prince héritier Maha Vajiralongkorn, 56 ans, venu leur annoncer que son père « légèrement souffrant » ne pouvait être présent. C'est également le même prince héritier qui a reçu, de la part du Premier ministre par intérim, au palais de Chitralada, les vœux pour l'anniversaire du roi. Devant l'émotion provoquée dans le pays par cette nouvelle, le bureau de presse du palais multiplie depuis les communiqués rassurants sur l'évolution de la santé royale.

♦ **LUXEMBOURG** – En annonçant son intention de ne pas signer un projet de loi sur l'euthanasie et le suicide assisté, le Grand-Duc Henri de Luxembourg a provoqué une crise institutionnelle. Usant de son droit constitutionnel qui précise que le Grand-Duc « sanctionne et promulgue les lois » (article 34 de la Constitution) et « fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre » le souverain a provoqué une levée de bouclier. En effet, depuis 1912, aucun Grand-Duc n'avait usé de ce droit et ne s'était opposé aux décisions du Parlement. Ce dernier et le gouvernement ont immédiatement réagi en mettant en œuvre un projet de réforme constitutionnelle qui retirerait au souverain son pouvoir de « sanctionner » la loi.

♦ **BELGIQUE** – L'annonce que la liste civile du Roi et les dotations allouées aux autres membres de la famille royale allaient être augmentées de 6 % en moyenne cette année a provoqué un début de polémique. Il n'y avait pourtant là que l'application de la règle qui veut que ces sommes soient indexées sur l'indice des prix. Le Palais lui-même avait trouvé que cette majoration était exagérée dans le contexte de crise, alors que les salaires moyens des Belges n'avaient progressé que de 3,28 % en 2008. Pour couper court à la polémique, la commission des Finances et du Budget de la Chambre, en « commun accord avec le Palais », a adopté un projet de loi remplaçant l'indice des prix précédemment utilisé par l'indice santé ce qui ramène l'augmentation de la dotation à 3 % seulement.

♦ **AFRIQUE** – À Abidjan, les rois, sultans, princes, dignitaires et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Tchad, du Ghana, du Burkina Faso, d'Ouganda, du Bénin, de l'Afrique du Sud, de la République Démocratique du Congo et du Mali, se sont réunis pour une conférence préparatoire à la tenue de leur forum qui prendra des décisions et fera des recommandations qu'ils souhaitent voir mises à l'ordre du jour du prochain sommet de l'Union africaine. Ils ont également décidé d'organiser des rencontres et des rassemblements populaires qu'ils conduiront eux-mêmes, au niveau des cinq régions d'Afrique, pour parachever leurs actions avant la tenue du sommet de l'Union.

Louis XIII, ce roi décrié



Historien spécialisé dans l'âge classique, Jean-Christian Petitfils a présenté aux lecteurs de *Royaliste* plusieurs de ses biographies, parmi lesquelles celles de Louis XIV et de Louis XVI.

Publié voici peu, son nouvel ouvrage est consacré à Louis XIII, souvent présenté de façon très négative. Pourtant, le père de Louis XIV ne fut ni un homme faible, ni un roi soumis au premier de ses ministres. Louis XIII et Richelieu ont joué des rôles complémentaires et positifs quant à la création de l'État national moderne...

■ Royaliste : Pourquoi ce Louis XIII ?

Jean-Christian Petitfils : J'essaie de réhabiliter ce roi, *coincé* entre Henri IV, son père, et Louis XIV, son fils au règne éblouissant, et qui a eu de surcroît un Premier ministre omnipotent : le cardinal de Richelieu. Il apparaît donc comme un homme très effacé, austère, mélancolique, un *roi fainéant*, une sorte d'esclave couronné. À cet égard, vous savez tout le mal qu'ont fait les romantiques : Vigny, Hugo, Alexandre Dumas... L'histoire élémentaire s'en est mêlée : un manuel ancien présentait une gravure où l'on voyait Louis XIII écrire sous la dictée du cardinal de Richelieu. Dans les manuels d'enseignement secondaire, voire supérieur, on nous parle de « la France de Richelieu ». Michelet lui-même consacre deux volumes à cette période. Le premier s'intitule : *Henri IV et Richelieu* ; le second : *Richelieu et la Fronde*...

■ Royaliste : Quel homme est le vrai Louis XIII ?

Jean-Christian Petitfils : Le caractère du roi est très différent de celui qu'on nous présente. Il est important de se rapporter à un document exceptionnel : le journal de Jean Héroard, son médecin personnel de 1601 à 1628, qui a noté scrupuleusement tous les jours son évolution. Grâce à ce journal, nous savons tout de sa petite enfance et de sa jeunesse. C'est ainsi que l'on apprend que le dauphin fut élevé en compagnie de ses frères bâtards qu'il supporte difficilement. Il se montre vif, généreux, gentil, mais aussi autoritaire, colérique. Très imbu de son rang, il veut être le maître à qui l'on obéit. Son intelligence n'est pas très vive, mais il est tenace. S'il n'aime pas les livres, il a en revanche une belle mémoire.

Ce caractère tôt marqué se retrouve à l'adolescence et à l'âge adulte, où il montre une haute conscience de sa dignité royale. On ne souligne pas suffisamment son amour-passion pour la France, son royaume ; et cela contre sa mère (Marie de Médicis), son frère Gaston (duc d'Anjou,

puis duc d'Orléans) et contre son épouse, l'infante Anne d'Autriche. Il sera un roi de guerre, un roi-soldat. Il couche sur la paille comme ses troupes, montre beaucoup de vaillance et d'énergie. À la bataille des Ponts-de-Cé, il se lance à la tête de ses soldats. En 1629, au Pas de Suse qui commande le débouché de la plaine italienne, il bouscule les troupes du duc de Savoie. En 1636, après la défaite de Corbie et la déroute qui s'ensuit, il organise la défense du royaume, et même une contre-offensive. Il joue là un rôle militaire d'importance que l'on ne trouve pas dans les manuels d'histoire.

Autre facette de ce roi : il a une âme d'artiste. Il joue du luth, de la guitare. Il composera des chansons, de la musique religieuse, dont un *De Profundis* qui, semble-t-il, sera joué à sa mort. Il aime également le dessin, prend des leçons du grand peintre Simon Vouet. Malheureusement, c'est un homme accablé d'épreuves : la mort de son père en 1610, celle de l'un de ses frères en 1611. Sa mère,

régente acariâtre, ne songe qu'à conserver pour elle le pouvoir, lui préférant son frère Gaston, au point de conspirer contre lui. Son mariage avec Anne d'Autriche est un échec. Il ne sera consommé que deux ans après sa célébration et ce n'est qu'en 1638, après vingt-trois ans de mariage et quatre fausses couches, que naît le futur Louis XIV. De plus, Louis XIII est bègue et atteint de maux intestinaux terribles. « *Mon ventre me bouffe* », écrit-il à Richelieu. Il souffre probablement de la maladie de Crohn (qui ne sera découverte qu'en 1932), dont il mourra. Malgré toutes ces épreuves, il reste debout, dans une stoïque grandeur ; ce qui n'empêche pas une certaine fragilité qui n'est pas faiblesse.

Sentimental, assoiffé d'affection, le jeune prince est très prude, dans un milieu où l'on a gardé les gaillardises du XVI^e siècle. Il est probablement marqué par une homosexualité latente qui n'ira jamais jusqu'à l'acte, pour des raisons essentiellement religieuses. Et il aura des favorites qui ne seront pas ses maîtresses. C'est un roi cornélien, sensible, souffrant lorsqu'il refuse la grâce d'un condamné, mais la raison d'État prime. Louis XIII meurt le 14 mai 1643 dans une piété exemplaire, pour ainsi dire dans les bras de saint Vincent de Paul. Avant de s'éteindre, malgré son état, il prépare la régence, n'ignorant pas que sa femme et son frère Gaston n'ont cessé de conspirer. Il imagine un *conseil de régence*

composé de sept personnes, dont les quatre ministres du *clan* Richelieu (mort quelques semaines auparavant). Ce conseil vise à empêcher Anne d'Autriche de commettre des erreurs. Il sera inutile : la régente, sous l'effet du **miracle capétien**, va s'attacher à préserver le royaume pour le transmettre à son fils à sa majorité, s'appuyant sur le cardinal Mazarin, proche collaborateur de Richelieu.

■ **Royaliste : Quel est le rôle politique réel du roi ? Richelieu s'est-il imposé ou a-t-il été choisi ?**

Jean-Christian Petitfils : Très tôt, Louis XIII s'affirme politiquement contre sa mère, qui a voulu conserver le pouvoir au-delà de la régence et s'appuie sur ses conseillers italiens dont Concini, maréchal d'Ancre, principal ministre de fait. Le futur maréchal de Vitry sera chargé de l'arrêter. Comme Concini semble porter la main à son épée, il est abattu. Marie de Médicis, exilée à Blois en 1617, s'en échappe et lève une armée. Dans cette première partie du XVII^e siècle, la famille royale participe de la légitimité du souverain. Lorsqu'un personnage de sang royal entre en révolte, le doute s'installe. Le roi, déterminé, montre son énergie. Il frappe de disgrâce le chancelier de Sillery, le surintendant La Vieuville, le garde des Sceaux Châteauneuf.

Survient la rencontre avec Richelieu, évêque de Luçon, de seize ans son aîné, qui joue la carte de la réconciliation entre le roi et sa mère. En 1622, il est nommé cardinal. Il entre au Conseil du roi en 1624, est *principal ministre* en 1629. Le 11 novembre 1630, survient la *Journée des Dupes*. Marie de Médicis veut se débarrasser de son ancien conseiller, auréolé de la victoire de La Rochelle, qui a pris trop de pouvoir à son gré. Elle demande à son fils de le chasser du Conseil et de le remplacer par Michel de Marillac. Louis XIII choisit Richelieu contre sa mère. Le cardinal est un être émotif, sensible, malade lui aussi. Son intelligence est fulgurante, ce qui ne l'empêche pas de se tromper parfois sur les hommes. On présente souvent le roi et son ministre comme

des adeptes de la *Realpolitik*. Richelieu appartient en fait à la catégorie de ce que l'on peut appeler les *dévots politiques*. Si le but est le triomphe de la religion, il faut savoir donner à la politique une autonomie. Richelieu écrira tout au long de sa vie des traités religieux. Mais c'est un homme de raison, et c'est ce qui plaît au roi.

Au début, le cardinal fait très attention à son comportement. Les années passant, il en prend à son aise, se constituant une fortune colossale. Cet étalage de puissance va indisposer Louis XIII qui le tient en bride. « *Les quatre pieds carrés de son cabinet sont plus difficiles à conquérir que tous les champs de bataille de l'Europe !* », avouera le cardinal. Autoritaire vis-à-vis des autres, y compris des *Grands* qu'il fait embastiller, il vit lui-même dans la crainte constante de connaître la disgrâce. Bien sûr, il faut reconnaître son génie, mais qu'aurait-il été sans la volonté de Louis XIII ? Cette association du génie et de la volonté est remarquable. La France se fait la championne des petits États contre les *impérialismes* madrilène et viennois. Cette idée d'une alliance de revers est très présente chez le principal ministre. Elle l'est aussi chez Louis XIII, mais avec plus de scrupules. Pour le cardinal, c'est une très bonne façon de séparer la politique de la religion. La nécessité de s'allier à la Suède protestante s'impose contre l'Espagne qui, sous couvert de religion, défend ses intérêts. Le courant dévot - Michel de Marillac, le cardinal de Bérulle... - veut s'arrimer au vaisseau espagnol au nom de la catholicité. Louis XIII est plus nuancé, mais il y a malgré tout un accord entre les deux hommes sur les grands objectifs et sur l'essentiel : la grandeur de la France. C'est ce qui fait que ce *couple* a fonctionné, même si ce n'a pas toujours été facile pour Richelieu de gouverner avec ce roi *épineux*.

■ **Royaliste : Quelle place le règne de Louis XIII tient-il dans l'histoire de la monarchie française ?**

Jean-Christian Petitfils : Louis XIII a mis en place les institutions de la monarchie



■ **Louis XIII, Anne d'Autriche et le futur Louis XIV accompagnés du cardinal de Richelieu et de Gaston d'Orléans d'après un tableau de Bernadin Mimault : Le vœu de Louis XIII.**

administrative : les intendants de justice, police et finance dans les généralités. L'armée réformée par Sublet de Noyers, précurseur de Le Tellier, la marine, le renseignement ont fait l'objet de l'attention du roi et de son ministre. Ce que l'on appelle le ministériat, élément de la monarchie absolue, apparaît : c'est la relation du roi avec un *principal ministre* qui dispose de fidèles et de réseaux couvrant toute la France. C'est par cette relation de clientèle que fonctionne l'État dans une première étape. Plus tard, Louis XIV, à partir de 1665, va répartir le pouvoir entre les clans Colbert et Le Tellier-Louvois en jouant de leur rivalité pour élargir son espace politique. Ce n'est qu'en 1691, à la mort de Louvois, que le roi deviendra son propre *Premier ministre*.

Il reste que Louis XIII a joué un rôle très important dans la construction de la monarchie dite *absolue*. Ce que l'on appelle l'absolutisme au Grand Siècle est une volonté centralisatrice de faire prévaloir des règles de droit dans une société de corps et d'ordres aux statuts divers. À cette époque, moins de la moitié de la population parle le français. Louis XIII joue un grand rôle dans l'unité française. C'est lui qui a mis fin au parti protestant. La grande œuvre du roi, c'est d'avoir su, après avoir combattu ce parti formant un État dans l'État, accorder la *paix de grâce d'Alais* en 1629. Louis XIII, de

même que Richelieu, est pour la persuasion et la conversion pacifiques. Ce n'est pas lui qui aurait révoqué l'*édit de Nantes*, comme l'a fait maladroitement Louis XIV. La paix d'Alès confirme la liberté religieuse accordée par l'*édit de Nantes*, mais en supprime tous les aspects militaires et politiques. C'est plutôt cette paix, qui n'est pas suffisamment connue, qu'il faudrait célébrer.

■ **Royaliste : Que retenir de l'homme et de son règne ?**

Jean-Christian Petitfils : Louis XIII a laissé, comme je viens de le dire, beaucoup de choses, à commencer par Versailles, que son fils agrandira et embellira. Son règne reflète cependant une certaine contradiction, celle d'un roi modeste qui aime les arts sans être mécène, à l'humilité toute chrétienne (le Vœu de Louis XIII, en 1638, confie le royaume à la Vierge Marie), un roi qui s'habille comme un simple particulier, mais dont l'ambition, la volonté de gloire, de grandeur, n'ont qu'un seul objet, le royaume de France. Au Grand Siècle - le XVII^e - il n'y a pas eu un grand roi, mais deux : Louis XIV, bien sûr, mais aussi Louis XIII.

Propos recueillis par Alain Solari

📖 Jean-Christian Petitfils - « Louis XIII », Éd. Perrin, prix franco : 28 €. [Achat immédiat](#)

La Revue

Contre-insurrection

Pour son dernier numéro de l'année, *La Revue* publie un gros dossier sur Barack Obama qu'il est intéressant de conserver en vue d'une relecture lorsque le nouveau président passera à l'action.

En France et dans l'Union européenne, les problèmes à résoudre sont moins nombreux qu'aux États-Unis et nous pourrions recourir aux solutions appropriées si nos oligarques comprenaient la crise, anticipaient les désastres à venir et mettaient en place les parades appropriées.

Tel n'est pas le cas. Pourtant, les analyses et les propositions ne manquent pas. Pour preuve, celles publiées par Jacques Sapir dans *La Revue* (1). Après avoir souligné les conséquences désastreuses de la contrainte salariale et du surendettement des particuliers, Jacques Sapir propose deux solutions : « *procéder politiquement à la destruction d'une partie des dettes existantes, par des remissions de créances pour les ménages ainsi que pour les entreprises et les administrations* » ; ou bien « *accepter un fort accroissement de l'inflation et la monétisation d'une partie des dettes* » - autrement dit le remboursement des bons du Trésor en billets de banques imprimés pour les besoins de la cause.

Bien entendu, ces propositions sont très solidement argumentées et l'article, très pédagogique, doit être tenu comme un document de référence.

Jacques BLANGY

(1) *La Revue*, n° 17, novembre-décembre 2008. Dans les kiosques ou vente en ligne sur <http://www.larevue.info/>

Les enseignements de la guerre d'Algérie préférés à ceux du Viêt-Nam pour mener la guerre en Afghanistan.

De tous les soldats perdus des guerres coloniales, un seul aujourd'hui émerge, un complet inconnu, expatrié aux États-Unis en 1962, David Galula, lieutenant-colonel, prématurément disparu en 1968. Il est devenu le principal stratège de ce début de XXI^e siècle avec un livre *Contre-insurrection, théorie et pratique*, qui vient seulement d'être traduit pour la première fois en français en 2008. Au programme des académies militaires américaines, il a inspiré un manuel à l'intention des *Marines* rédigé par un autre David, Petraeus de son nom, promu par Bush à la tête des forces en Irak puis, récemment, de l'ensemble du théâtre Moyen-Orient. Celui-ci a d'ailleurs préfacé l'édition française, fier de faire découvrir aux Français un de leurs génies militaires méconnus.

La réflexion sur la guerre révolutionnaire n'est pourtant pas un fait isolé. On sait que l'on doit aux officiers français ayant servi en Indochine la renommée du « *maître le plus moderne de la stratégie* », Mao Tsé Toung. Carl Schmitt en avait fait l'analyse dès mars 1962 dans deux conférences prononcées en Espagne franquiste, publiées sous le titre *Théorie du partisan*. Il en faisait remonter l'origine à 1808, au soulèvement espagnol contre les armées de Napoléon. Le colonel Lacheroy avait été le premier à publier ses enseignements de la campagne d'Indochine. Galula a eu le privilège d'observer la Chine d'encore plus près de 1945 à 1949 puis de 1951 à 1956

comme attaché militaire à Hong-Kong avant de rejoindre l'Algérie.

Son originalité est d'être parvenu aux États-Unis à faire la synthèse de ses deux expériences. La plupart de ses camarades d'Algérie avaient surtout en tête de ne pas quitter l'Algérie comme ils avaient dû quitter l'Indochine. Galula est de ceux qui croient que nous ne pouvions pas gagner la guerre en Extrême-Orient, mais que, en revanche, à la fin de l'année 1960, nous avions gagné militairement en Algérie. L'insurrection était réduite. Il ne restait plus qu'à éliminer quelques irréductibles. À partir de là, la reconquête de la population, soustraite à la terreur et aux influences extérieures, était possible. La victoire en effet dans la guerre révolutionnaire ne consiste pas à écraser l'ennemi mais à gagner la population.

C'est la leçon retenue par le général Petraeus : « *descendez de vos chevaux* », dit-il à ses *Marines*, sortez de vos blindés, allez vers la population. D'abord vous obtiendrez le renseignement, puis son adhésion par toutes sortes d'actions *politiques* - on disait en Algérie *psychologiques*. La guerre révolutionnaire est à 20 % militaire et à 80 % politique. Pour l'armée américaine, c'est une révolution par rapport au précédent concept d'emploi massif de la force militaire dit doctrine Powell. Petraeus se targue d'un succès de sa théorie de contre-insurrection en Irak. Il est plus prudent dans son application à l'Afghanistan. Il émet d'ailleurs une réserve par rapport à Ga-

lula : son modèle trouverait sa limite dans le *fanatisme religieux* qui ne peut être gagné et n'offre d'autre alternative que d'être détruit.

À aucun moment en effet, Galula, qui était d'origine juive, ne traite du facteur religieux, point aveugle des luttes de décolonisation. Nationalisme, communisme, quel que soit l'ennemi, tout était affaire de stratégie et de tactique. Aucune idéologie n'est invincible. Il n'était pas écrit d'avance que Mao dût l'emporter sur Tchang Kaï-chek, ni Castro sur Batista. Finalement c'est ce refus d'une fatalité ou d'un sens de l'Histoire qui devrait nous retenir chez Galula. Ce ne sont pas les causes finales qui décident du cours d'une guerre mais les causes secondes.

Coprédicateur de Galula, le lieutenant-colonel John Nagl, qui a depuis quitté l'armée américaine pour un *think-tank* à Washington, avait publié un livre sous le titre *Apprendre à manger de la soupe avec un couteau*. Telle était pour Lawrence d'Arabie la nature de la contre-insurrection. Est-ce possible aujourd'hui ? La difficulté est moins le *fanatisme religieux* que la *Longue Marche*, la longue guerre, la continuité dans l'action, auxquelles nos systèmes politiques ne sont pas adaptés. Car en dernière analyse, c'est aux politiques et non aux militaires que revient la conduite de la guerre. Si les militaires multiplient les ouvrages stratégiques, on attend les civils.

Y. L. M.

David Galula - « *Contre-insurrection, théorie et pratique* », Economica, prix franco : 20 €. 

Après la démocratie ?

Quelques raisons de fond devraient m'éloigner d'Emmanuel Todd. Des divergences philosophiques abyssales, une sensibilité historique très différente, une autre approche des valeurs... Pour ne citer qu'un exemple, dans la querelle qu'il développe sur le terrain de l'école et de la culture avec Alain Finkielkraut et le regretté Philippe Muray, je suis résolument de leur côté à eux, considérant que l'abandon du socle ancien des études classiques constitue une vraie catastrophe. Mais là-dessus, l'incompréhension est telle que je ne vois pas le moyen d'argumenter. Le souvenir d'un court débat télévisé entre Todd et l'auteur de *La défaite de la Pensée* m'a donné le sentiment d'un tel décalage qu'il valait mieux tirer le rideau. Et pourtant, je ne le tirerai pas pour ma part, en dépit de mes désaccords les plus sérieux. L'analyse que fait Emmanuel Todd de notre situation dans les rapports de forces mondiaux, sa lucidité décapante sur la prétendue impossibilité de corriger la dynamique du libre-échange mondial, ses vues originales sur les structures familiales et leurs effets durables sur l'évolution sociale et les variables d'inégalité, son non-conformisme ravageur, tout fait qu'il est indispensable pour se repérer dans la crise où nous nous débattons.

Et puis il suffit de jeter un bref regard en arrière pour se persuader que l'auteur de *La chute finale* qui prévoyait en 1976 la dissolution de l'empire soviétique, à un moment où un Raymond Aron se tenait dans une irrésolution perplexe, n'est pas n'importe quel chercheur anecdotique. Plus récemment, son impitoyable réflexion sur la décomposition du système américain (1) aurait dû le mettre au centre de la confrontation sur la fiabilité de l'idéologie ultra-libérale et de son modèle de référence. Les résistances tenaces pour nier le processus inéluctable de fragilisation de l'hyperpuissance constituaient un étonnant symptôme du refus de se remettre en question. Aujourd'hui, aucune dérobade n'est possible, même aux plus acharnés des idéologues. Les théories encore couramment enseignées à la suite de Ricardo pour justifier les déséquilibres consécutifs à la concurrence des nations émergentes ne tiennent plus la route : « *Le niveau des salaires en Chine, en Inde et ailleurs, ainsi que leur rythme de croissance nous assurent que l'ajustement structurel sera sans fin. Notre vie, celles de nos enfants passera avant que le coût du travail soit égalisé à l'échelle planétaire.* » Jacques Attali peut s'aligner avec son discours de la réforme. Toutes les mesures pour la flexibilité du travail et la réduction des rentes de situation seront impuissantes face à la brutalité du processus qui tirera les salaires toujours vers le bas et réduira la demande intérieure. Le libre échange n'a de vertus positives réciproques que lorsqu'il concerne des pays de taille comparable ou munis de moyens équivalents.

par Gérard Leclerc



Est-il permis désormais de perpétuer une négation aussi schizophrénique de la réalité ? « *Ressasser les bienfaits des avantages comparatifs théorisés par Ricardo – bla-bla habituel des énarques qui ne comprennent pas l'économie – c'est ignorer délibérément la baisse des revenus du plus grand nombre, l'enrichissement exagéré de 1 % de ploutocrates, la contraction de l'État social.* » On a beau nous expliquer sur tous les tons que c'est le passage obligé pour se mettre à l'heure de la mondialisation et de la compétitivité obligatoire, il est de moins en moins douteux qu'il en résulte un appauvrissement progressif qui nous conduit à une régression dans tous les domaines. Le mirage du modèle américain tiendra-t-il encore longtemps pour faire croire à une transition provisoire ? Sûrement pas : « *Les États-Unis commercent sans frein parce qu'ils sont encore politiquement dominants. Leur armée, vestige de leur splendeur industrielle passée, leur prestige idéologique résiduel leur permettent pour combien de temps encore ? – de produire la monnaie du monde, le dollar plutôt que des biens. Mais la chute vertigineuse du dollar, qui a perdu entre 1999 et 2008 le quart de sa valeur face à l'euro, signale que la fin est proche, même si les gens sérieux préfèrent détourner les yeux du cataclysme imminent pour profiter de la vie, des inégalités.* »

L'essai d'Emmanuel Todd ne se contente pas de mettre de loin le facteur économique en évidence prédominant. Il le met en rapport avec l'évolution politique, sociologique de la France avec un sens de la dramatisation qui ajoute encore à l'incertitude. Le vide religieux s'ajoute à la stagnation scolaire, la déstabilisation des classes moyennes, l'irresponsabilité des classes supérieures. Il ne faudrait pas s'étonner dans ces conditions des dérives politiques que sont le sarkozysme et le ségolénisme. Un réveil de la conscience de classe est-il possible ? L'auteur n'y croit guère faute de croyance collective. N'y a-t-il pas un danger d'ethnisation attisé par une manipulation délibérée ? C'est un risque que limite l'intégration bien réelle des jeunes immigrés, ce que montre une étude attentive de la révolte des banlieues qui signifiait un refus de discrimination concernant l'ensemble des jeunes, toutes origines confondues.

La menace la plus réelle brandie par Emmanuel Todd est celle d'une évolution politique de type bonapartiste, ou pire encore, celle-ci résultant de la coupure de plus en plus évidente entre un peuple refusant d'avaliser la régression économique et une classe dirigeante ne supportant plus le désaveu des élections, comme au moment du refus du *Traité constitutionnel européen*. Hypothèse limite ? Sans doute. Il serait pourtant inconsidéré de la refouler sans examen. Le processus de crise où nous sommes engagés nous livre à l'inconnu. Il faudra de toute évidence une réponse forte à la menace économique – celle d'un protectionnisme européen ? – pour parer aux défis que le XXI^e siècle commençant accumule.

Emmanuel Todd - « *Après la démocratie* », Gallimard, prix franco : 19 €.

[Achat immédiat](#)

(1) Emmanuel Todd - « *Après l'empire* », Gallimard, prix franco : 19 €.

[Achat immédiat](#)

Spirou

Existe-t-il un moment clef où un personnage de BD naît à la conscience ? Un de ces instants où tout devient évident et qui détermine une existence.

Émile Bravo répond à cette question pour Spirou. Une réponse grave non dépourvue d'humour pour Fantasio. Après cette aventure Spirou grandit.

Été 1939, notre petit groom travaille au *Moustic Hôtel*. Il se soucie peu du monde au bord de l'abîme. Au nombre des clients de l'hôtel un couple de célébrités en goguette mais surtout des Allemands et des Polonais négociant une ultime chance pour la paix. Spirou s'intéresse davantage à la paix des célébrités troublée par Fantasio. Une charmante polonaise dont notre héros tombe amoureux l'éveille au monde. Charmante mais mystérieuse, un individu louche tourne autour d'elle. C'est que la demoiselle, idéaliste, est aussi un agent du Kominterm et qu'elle finira broyée par les purges stalinienne tandis que la guerre éclate. Cette histoire transformera notre ingénu héros donnant un sens à sa vie.

Un épilogue humoristique nous révèle la responsabilité d'un écureuil dans le déclenchement du grand carnage. Car chez Spirou, les écureuils ont une conscience.

Album naïf, *Le journal d'un ingénu* contient un climat sombre comme ces matins annonçant l'orage du soir. De ce pessimisme naîtra un héros.

Bruno DIAZ

Émile Bravo - « *Spirou, le journal d'un ingénu* », Dupuis, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

Jeanne d'Arc : une fois pour toutes ?

On devrait pouvoir se réjouir que notre chère télévision s'intéresse à l'Histoire. On devrait avoir confiance si la chaîne est Arte. Le sujet de l'émission était en outre intéressant : Jeanne d'Arc.

Mais... Ce n'est pas si simple. Le sujet a passionné des générations d'historiens qui l'ont traité avec plus ou moins de bonheur, voire plus ou moins de sérieux. C'est qu'il y a de tout parmi ces ouvrages ; du très sérieux au très fantaisiste ; pour tous les goûts ou presque. L'histoire de notre très récente héroïne nationale ne peut échapper aux passions, voire aux manipulations. La grande historienne Colette Beaune, dont le talent et le sérieux ne sont plus à vanter, s'essayerait-elle au genre, simplement pour avoir fait son Jeanne d'Arc ? Pas du tout. C'est mieux que cela. C'est une œuvre de colère.

Pourquoi donc se fâcher à propos d'un sujet qui, récupération politique mise à part, n'offre guère de raison de s'échauffer outre mesure la bile ? C'est là que la télé entre en scène. Il y a un an de cela, une boîte de *prod* pas plus débile que les autres a priori, se lance dans un documentaire destiné à Arte qui, en principe, offre peu de place dans ses grilles à de pures œuvres de sensationnalisme à peine dignes de TF 1. Et pourtant, l'émission présentée au début de cette année était quasi risible de débilite. La seule trame de ce que l'on n'hésite pas à qualifier de non-œuvre est le sensationnel. D'où la part

belle laissée à l'antenne à des écrivains de fin de zone qui élucubrent à longueur de séquences sur la bâtardise de Jeanne, son côté sorcière, espionne, voire franchement putain, etc.

Grotesque. La chose ne serait guère grave si, à l'appui des interventions de francs débilés on avait accolé ceux d'historiens scrupuleux et reconnus pour tels. Colette Beaune est de ce nombre et a, le plus innocemment du monde, servi de caution à des auteurs malhonnêtes qui n'avaient pour seul objectif que de doper l'audience en racontant franchement n'importe quoi. D'où l'utilisation de petites bribes d'entretiens avec des universitaires qu'un montage indécrottable mettait en contrepoint de franches divagations de *chercheurs* qui s'étaient, elles, de longues minutes. Faute de pouvoir réagir sur l'antenne même d'Arte, Colette Beaune et ses collègues, tous remarquables historiens tels Philippe Contamine ou Olivier Bouzy, n'ont eu d'autre choix que de laisser à la première le soin de rétablir la vérité et de pousser un

salvateur coup de gueule contre ces manières qui tutoient allégrement l'escroquerie intellectuelle.

Même quand on n'a rien contre les œuvres de pure fiction, on n'aime pas trop être pris pour des imbéciles et qu'on le veuille ou non, cette émission témoignait d'un double mépris pour le public et les historiens. Cette manière de toujours vouloir faire dire aux événements plus qu'ils n'en peuvent raisonnablement, devient une manière de marque de fabrique. La courte vie et l'importance retentissante de Jeanne d'Arc dans notre Histoire mérite mieux que cela. Luttant ardemment contre les dérives de cet ordre Colette Beaune fait un point précis des connaissances et des pièces que le sujet nous offre. Ce travail de collation mérite à lui seul la lecture tant il embrasse le sujet et n'en laisse aucune parcelle dans l'ombre. La lecture de ce livre est aussi un moyen de s'insurger contre le travestissement de la vérité historique, mouvement bien en train et de réaffirmer un attachement à une discipline et à des méthodes qui ont fait son renom et motivées notre passion.

Pascal BEAUCHER

Colette Beaune - « *Jeanne d'Arc, vérités et légendes* », Perrin, prix franco : 16 €.

[Achat immédiat](#)

Ce journal vous a plu ?

Avez-vous pensé à le faire connaître autour de vous ou à y abonner un ami ?

FAMILLE DE FRANCE



*Monsieur le Comte de Paris
et
Madame la Duchesse de Montpensier
ont la joie d'annoncer les
fiançailles de leur fils S.A.R.
Monsieur le Duc de Vendôme
avec
Mlle Philomena de Tornos y Steinbart*

*Paris
Comte de Paris
Duc de France*

*Fait à Paris
le 28 Décembre 2008*

C'est par un communiqué manuscrit que le comte de Paris et la duchesse de Montpensier ont annoncé officiellement les fiançailles du prince Jean, duc de Vendôme, avec Mlle Philomena de Tornos.

Cette nouvelle ne peut que réjouir tous les royalistes. La rédaction du journal et les dirigeants de la NAR adressent au prince Jean et à sa fiancée tous les vœux qu'ils forment pour l'union annoncée.

Ainsi que l'indiquait *Point de Vue*, la fiancée « est espagnole, sa mère est autrichienne et elle a passé une grande partie de son adolescence en France. Elle parle le français, l'anglais, l'allemand et l'espagnol. Son grand-père, Juan de Tornos, a vécu dix-huit ans au Portugal, à Estoril, où il était chef du secrétariat du comte de Barcelone, prétendant au trône d'Espagne alors en exil et père de l'actuel roi Juan Carlos ».

Selon la presse espagnole, le mariage pourrait avoir lieu en juin prochain.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 17 décembre** - Nous avons le plaisir d'accueillir de nouveau **Marcel GAUCHET**, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur en chef du *Débat*. La réflexion qu'il développera devant nous est d'une pleine actualité : au moment où de nombreux enseignants manifestent contre la réforme élaborée par leur ministère, il est essentiel de s'interroger sur « **Les conditions de l'éducation** ». Tel est le titre d'un ouvrage que notre invité a écrit avec Marie-Claude Blais, maître de conférences à l'université de Rouen et Dominique Ottavi, professeur à l'université de Caen.

Leur constat est alarmant : ce sont les fondements de l'institution scolaire qui ont été ébranlés et qui risquent

Quelques changements dans l'organisation des "Mercredis".

Afin d'améliorer la qualité de nos "Mercredis" deux modifications notables :

- 1/ La porte sera irrévocablement fermée à partir de 20h15 et nous n'accepterons plus personne ensuite.
- 2/ Les personnes désireuses de participer au repas sont priées de s'inscrire dès leur arrivée. Nous prendrons les inscriptions dans la limite des places disponibles.

d'être détruits. Il faut analyser cet état de fait, qui interdit toute restauration du passé. C'est en examinant les relations de l'école avec la famille, le sens des savoirs enseignés, sa place dans la société et la difficile question de l'autorité qu'il sera possible de concevoir et de mettre en œuvre une nouvelle politique de l'éducation.

● **Mercredis 24 et 31 décembre** - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

● **Mercredi 7 janvier** - Nous recevrons **Emmanuel TODD**.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)



Samedi 3 janvier de 17h30 à 18h30
venez trinquer avec nous au

POT DE NOUVEL AN

dans nos locaux
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Une force en mouvement

Le plan de relance présenté par Nicolas Sarkozy le 4 décembre ne mérite pas de longs commentaires. Dès le lendemain, tout était dit : un gros chiffre a été lancé mais on a additionné des remboursements de dettes de l'administration, des programmes déjà décidés et, in fine, des aides à l'automobile et à l'immobilier, une incitation à l'emploi, une obole pour les plus pauvres.

C'est mieux que rien... Mais on se contente de colmater des brèches sans comprendre que nous sommes entrés dans une période d'effondrement généralisé. Pour l'affronter, il nous faut une analyse globale de la crise et une théorie générale en vue d'une nouvelle politique économique et sociale : secteurs à nationaliser, stratégie des investissements publics, effacement des dettes des ménages modestes, tarif extérieur commun, contrôle étatique de l'arme monétaire, hausse massive des salaires, plan de développement (1) concerté avec nos partenaires du continent européen...

Cette analyse globale de la crise, nous en disposons. Cette théorie générale, nous la connaissons. Nos propres propositions en procèdent et s'inscrivent dans un projet commun formulé avant la crise et précisé depuis qu'elle a éclaté par Jean-Luc Gréau, Jacques Sapir, Emmanuel Todd (2) et par des dizaines d'économistes qui travaillent selon l'impulsion keynésienne.

Cette société de pensée n'a pas de nom et c'est bien ainsi : il serait réducteur de l'enfermer dans le petit catéchisme inter-

ventionniste qui devient à la mode dans la grande presse ou dans le courant régulationniste qui charrie le meilleur et le pire. Elle n'a pas non plus d'organigramme ni de contour politique précis ce qui lui permet de diffuser largement ses propositions. Elle n'a pas besoin de techniciens de la communication : pour ne pas perdre entièrement leur crédit, les grands médias seront de plus en plus obligés de donner la parole à ses animateurs.



Nous faisons partie de cette société de pensée : notre journal et nos Mercredis parisiens y servent de points de rencontre. Nous savons qu'elle devra trouver des relais politiques puissants et soutenir celles et ceux qui se montreront décidés à prendre le pouvoir afin de mettre en œuvre le projet commun. Pour le moment, ce projet n'a qu'un faible écho dans les formations politiques. Le gaullisme de droite est marginalisé, la gauche du Parti socialiste et Jean-Luc Mélenchon rêvent au fédéralisme européen et cultivent l'illusion d'une *Europe sociale*. L'extrême gauche progresse – dans ses vieilles impasses. Mais la faillite idéolo-

gique de l'ultra-libéralisme, la crise générale qui en résulte, l'échec du sarkozysme et les rivalités haineuses qui ruinent le Parti socialiste provoqueront tôt ou tard des bouleversements et des recompositions politiques que nous ne pouvons pas encore imaginer.

Pour que nous puissions tous nous préparer à ces échéances sans doute dramatiques, il me paraît nécessaire de réaffirmer nos principes communs. Nul besoin de texte fondateur : comme nous autres, les gaullistes, les socialistes authentiques et les communistes ont pour références essentielles la Déclaration de 1789 et le Préambule de 1946 qui leur commandent de défendre et d'enrichir les idées de la Résistance. Je crois tout aussi nécessaire de passer un compromis sur les institutions : quelles que soient nos critiques et nos ambitions ultérieures, il me paraît judicieux de s'en tenir à la Constitution de la V^e République qui permet, malgré les atteintes portées à sa cohérence, de réaliser la politique économique et sociale que nous voulons mener. Tout en poursuivant nos objectifs nationaux par le moyen de l'État, il nous faudra aussi préciser la forme que prendra la nouvelle organisation politique, militaire et économique de l'Europe continentale.

Telles sont, à mon avis, les trois précisions qui nous permettraient d'associer un nombre croissant de citoyens au projet commun.

Bertrand RENOUVIN

(1) Ne pas viser le seul retour à la croissance mais le plein développement : état de bien être social, puissance industrielle et réaménagement des modes de production et de consommation. Nous y reviendrons.

(2) Nous publierons un entretien avec Jean-Luc Gréau dans notre prochain numéro. Emmanuel Todd présentera son nouveau livre lors du Mercredi parisien du 7 janvier.